

La traite des paysans ?

Le syndicat SOLIDAIRES Douanes, membre de l'Union syndicale SOLIDAIRES, apporte tout son soutien aux cinq militants paysans placés ce mercredi en garde-à-vue.

Leur garde-à-vue ferait suite à l'action entreprise le matin même sur le chantier de la ferme des 1000 vaches (sans compter les 750 génisses)...

Que leur reproche-t-on ? Le mercredi 28 mai, de 7h à 7h30, une petite cinquantaine de paysans, membres du syndicat de la CONFÉDÉRATION PAYSANNE, ont entrepris une action symbolique de démontage de la salle de traite de ce qu'il est convenu d'appeler une « ferme-usine ».

Démontant partiellement mais avec méthode, veillant à ne rien casser, les militants ont tenu à dénoncer un chantier symptôme de la mal-bouffe, du productivisme et de l'agro-industrie.

Avec 234 m de long, est-ce une ferme-usine ?



c'est à peine moins que la taille d'un porte-avion...

L'AGRO-INDUSTRIE, C'EST LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

Aujourd'hui 70 000 exploitations laitières. Demain, 3500 ?

La production laitière fait vivre près de 70 000 fermes (69 862 en 2012), avec une moyenne de 2 emplois (2,1) et 52 vaches en chacune d'entre elles. Or comme l'indique mathématiquement la Conf', « avec des troupeaux de 1000 vaches, on divise par 20 le nombre d'exploitations ».

Aujourd'hui 150 000 emplois. Demain, 65 000 ?

Les promoteurs du projet disent que l'emploi ne sera pas divisé par 20, puisqu'il y aurait à terme 18 emplois sur le site... Sauf qu'actuellement l'élevage d'un millier de vaches requiert 42 paysans, soit plus de 2 fois plus d'emplois (2,33) !

Demain, si ce type d'agro-industrie se généralise, Au minimum 80 000 petits exploitants mettront la clé sous la porte. Soit 80 000 chômeurs de plus ! Et les emplois restants seront de bien moindre qualité. Exit la solidarité entre les paysans et la population rurale. Bienvenue aux cadences augmentées, conditions d'élevage inhumaines, statuts d'emploi et rémunération précaires...

UN GOUVERNEMENT ILLÉGITIME ?

Insensible aux sanctions électorales, le gouvernement persiste dans son idéologie néo-libérale. À l'image de sa volonté de passer en force le grand marché transatlantique (autorisant le poulet lavé au chlore, le bœuf aux hormones, combattant les appellations d'origine...), cette criminalisation du mouvement social montre son désarroi intellectuel : **contre la raison, il ne sait employer que la force**.

Courage braves paysans, votre noble lutte n'est pas seulement celle d'honnêtes travailleurs défendant leur pain dignement gagné, elle est aussi celle de citoyens soucieux de l'intérêt général et conscients des enjeux notamment environnementaux de leur époque.

Nous sommes résolument avec vous. Tout comme de nombreux concitoyens qui vous regardent.

Paris, le vendredi 30 mai 2014